



Vous accompagner dans votre développement...

**RAPPORTS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE DU 01/01/2023 AU 31/12/2023**

**« FEDERATION DES MJC DES REGIONS
BRETAGNE – PAYS DE LA LOIRE »**

Association
Siège social : 5 rue de Lorraine
BP 58311
35083 RENNES

■ **SIÈGE SOCIAL**
Rue des Martinières
53960 BONCHAMP
Tél. 02 43 580 580

■ **LAVAL**
Avenue de Chanzy - BP 111
53001 LAVAL CEDEX 1
Tél. 02 43 02 00 00

■ **PARIS**
7 rue Galilée
75015 PARIS
Tél. 01 83 350 888

■ **RENNES**
10 rue Bignon
35000 RENNES
Tél. 02 99 41 88 49

■ **ERNÉE**
Zone de la Querminais
53500 ERNÉE
Tél. 02 43 05 05 05

■ **ÉVRON**
Route de Mézangers
53600 ÉVRON
Tél. 02 43 01 77 77

■ **SABLÉ**
Zone Tertiaire de la Martinière
72300 SABLÉ
Tél. 02 43 953 953

■ **VITRÉ**
3 avenue de Lymington
35500 VITRÉ
Tél. 02 30 05 12 12

contact@figecal.fr

www.figecal.fr

R A P P O R T

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'association de la Fédération des M.J.C des Régions Bretagne - Pays De La Loire,

OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association "FEDERATION DES MJC DES REGIONS BRETAGNE – PAYS DE LA LOIRE" – 5 rue de Lorraine BP 58311 – RENNES (35083) relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, que nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

- le suivi des subventions qui représentant un total de 1 534 937 euros soit 77,67 % des produits d'exploitations
- les provisions pour risques et charges qui représentent un total de 103 382 euros soit 11,19 % du passif.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.



RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

-Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

-Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

-Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

-Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude



ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

-Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES, le 21/03/2024

RENN EX CO

Société de commissariat aux comptes
Inscrite près de la cour d'appel de Rennes
Représentée par Monsieur DJARA Timothé



FEDERATION DES REGIONS DES MJC DE BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE
exercice clos le 31 décembre 2023

BILAN ACTIF

	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amort.Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences	3 721	3 721		
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	67 335	46 886	20 449	24 163
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts	52 262	52 262		
Autres immobilisations financières	600		600	600
total	123 932	102 868	21 064	24 778
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières, approvisionnement				1 611
Créances				
Clients et comptes rattachés	442 415	21 278	421 137	416 598
Autres créances	29 414	21 427	7 987	1 058
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	466 714		466 714	592 779
COMPTES DE RÉGULARISATION D'ACTIF				
Charges constatées d'avance	6 632		6 632	2 058
total	945 175	42 705	902 470	1 014 104
TOTAL GÉNÉRAL	1 069 108	145 574	923 535	1 038 882

BILAN PASSIF

	31/12/2023	31/12/2022
	Net	Net
FONDS PROPRES		
Autres réserves	94 051	94 051
Report à nouveau	337 433	294 375
Résultat de l'exercice	9 255	43 059
total	440 740	431 485
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	103 382	158 800
total	103 382	158 800
FONDS DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions de fonctionnement	3 510	3 510
total	3 510	3 510
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées	500	500
Fournisseurs et comptes rattachés	43 391	44 686
Dettes fiscales et sociales	312 201	386 849
Autres dettes	17 290	5 911
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF		
Produits constatés d'avance	2 520	7 140
total	375 903	445 987
TOTAL GÉNÉRAL	923 535	1 038 882



FEDERATION DES REGIONS DES MJC DE BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE
exercice clos le 31 décembre 2023

COMPTE DE RÉSULTAT

	31/12/2023	31/12/2022
	12 mois	12 mois
Produits d'exploitation		
Recettes d'activités	177 471	130 220
Subventions d'exploitation	1 534 937	1 519 180
Reprises/provisions	97 166	91 214
Transfert de charges	113 537	214 649
Autres produits	53 038	46 912
Total produits d'exploitation	1 976 149	2 002 175
Charges d'exploitation		
Fournitures	56 117	51 383
Charges externes	149 133	171 402
Impôts, taxes et versements assimilés	117 971	116 038
Salaires et charges sociales	1 558 750	1 570 088
Dotations aux amortissements	13 173	9 633
Dotations aux provisions	45 029	41 262
Autres charges	4 280	286
Total charges d'exploitation	1 944 452	1 960 092
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	31 697	42 083
Produits financiers	3 491	1 540
Charges financières		
RÉSULTAT FINANCIER	3 491	1 540
Produits exceptionnels	1 798	
Charges exceptionnelles	27 307	450
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-25 509	-450
Impôts sur les bénéfices	423	114
Total des produits	1 981 437	2 003 715
Total des charges	1 972 182	1 960 656
Engagements à réaliser sur subvention de fonctionnement		
RESULTAT NET	9 255	43 058
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES		
Produits		
Bénévolat	40 637	40 637
Charges		
Personnel bénévole	40 637	40 637



ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

NATURE ET ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE est une association loi 1901 à but non lucratif

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE assure la fonction employeur :

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE recrute des directeur.rice.s de MJC qu'elle met à disposition des MJC de Bretagne dans le cadre de conventions avec des collectivités territoriales, avec, parfois le soutien du FONJEP. 16 directrices et directeurs de MJC sont mis à disposition. Ils, elles se réunissent régulièrement pour échanger sur leurs pratiques, leurs modes de management, leurs analyses des besoins, leur méthodologie de travail, leur projet associatif. Nous pouvons parler d'une démarche de réseau coopérative.

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE anime la vie de réseau :

Notre volonté est de construire un réseau permanent, qui soutient, accompagne les MJC, dans, à la fois des propositions et de la coordination qui vient de la Fédération, mais aussi de manière horizontale à tous les échelons, avec des temps réguliers d'échanges, de concertation, de mise en action partagée, des séminaires.

Des administrateur.rice.s des MJC forment le Conseil d'administration régional, et assument la responsabilité de la FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE et le portage du projet, dans la réflexion. Ils, elles représentent la FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE Bretagne au sein des différents conseils d'administration des MJC qu'ils suivent régulièrement. Des temps de formation pour les administrateur.rice.s sont mis en place et beaucoup de membres de bureau actifs des MJC partagent et échangent sur leur manière d'assumer les responsabilités qu'ils prennent, et la manière d'exercer leurs mandats en coopération avec les équipes de salarié.e.s. Ils se retrouvent régulièrement : formation aux outils de débat (théâtre forum, méthodes actives de débats..., la fonction de trésorier, de président, les délégations de responsabilités, mais aussi des thèmes plus larges, comme la démocratie, comment s'exprime t'elle, se vit elle dans nos MJC ?)

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE réunit aussi régulièrement les coordinateur.rice.s et animateur.rice.s à l'échelle régionale, mais aussi départementale ou locale avec des rencontres régulières entre professionnels. De la même manière, les personnels administratifs se retrouvent également pour travailler sur des thématiques (droits culturels, travail social, jeunesse, questions d'égalité...), des outils (comptabilité, paye, tableaux de bords financiers, éléments juridiques).

Pour animer et fédérer son réseau, la FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE c'est une équipe d'administratrices et d'administrateurs et de salarié.e.s., des outils d'accompagnement du réseau (paye, expertise financière, soutien juridique, de l'accompagnement RH, des chantiers coopératifs de travail thématiques, des thématiques de réflexion...

La FRMJC BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE est agréée « Organisme de formation » :

Formations Professionnelles ; BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS.

VAE aux diplômes des métiers de l'Animation professionnelle (BP JEPS, DEJEPS, DESJEPS).

VAE Licence Professionnelle et Master dans le cadre de l'Animation et de l'intervention socioculturelle en lien avec PARIS Créteil Est.

Formations des bénévoles associatifs.

Formations courtes.



CONVENTIONS GÉNÉRALES COMPTABLES

- indépendance des exercices
elles ont été appliquées conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
- L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01-01-2022 au 31-12-2022
- Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.
- La valorisation des apports en nature n'est pas intégrée au compte de résultat mais reprise en bas de tableau

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1) Evaluation des contributions volontaires

BENEVOLAT

40 637 €

La valorisation du bénévolat est effectuée suivant le barème suivant :

- Fonction Dirigeant (bénévoles administrateurs) : 30,80 € horaire (indice 450)
augmenté des charges patronales (50%).
Le nombre d'heure de bénévolat est évalué à 1 320 heures

2) Charges exceptionnelles :

27 307 €

dont :

Charges exceptionnelles :

Charges/exercice antérieur : 27 307

3) Produits exceptionnels :

1 798 €

dont :

Produits sur exercices antérieurs 1 798

4) Immobilisations :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition
(prix d'achat et frais accessoires)

5) Fonds dédiés

les fonds restant à engager pour la formation des bénévoles sont de 3 510 €

6) Rémunération des cadres dirigeant bénévoles et salariés

La rémunération du directeur régional est conforme à la convention collective de l'animation.
Aucune indemnité ou avantage en nature n'est perçu par les administrateurs de l'association.

7) Engagements en matière de retraite

l'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite.
Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

La dotation de l'exercice est de 30 346 €

Au 31/12/2023 la provision pour indemnité de fin de carrière est de 63 269 €
et tient compte de l'assujettissement aux cotisations sociales.



FEDERATION DES REGIONS DES MJC DE BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE
exercice clos le 31 décembre 2023

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Cessions ou rebut	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
205 000 CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	3 721			3 720
total	3 721			3 720
Immobilisations corporelles				
215 400 MATERIEL PEDAGOGIQUE ET EXPOSITIONS	5 600	3 069		8 669
218 100 INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS	7 762			7 762
218 300 MATÉRIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	33 300	6 390		39 690
218 400 MOBILIER	11 215			11 215
total	57 876	9 459		67 335
Total général	61 597	9 459		71 055

AMORTISSEMENTS

	Valeur brute début d'exercice	Augmenta° (dotations)	Diminut° (sorties)	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
280 500 CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES	3 720	1		3 721
total	3 720	1		3 721
Immobilisations corporelles				
281 540 MATERIEL PEDAGOGIQUE ET EXPOSITIONS	8 302	2 498		10 800
281 810 INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS	2 862			2 862
281 830 MATÉRIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	12 024	10 109		22 133
281 840 MOBILIER	10 526	566		11 092
total	33 713	13 173		46 886
Total général	37 433	13 173		50 607



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	à 1 an au plus	à plus d'1 an
De l'actif circulant			
CLIENTS DOUTEUX	3 782	3 782	
CREANCES CLIENTS	438 633	438 633	
FOURNISSEURS DEBITEURS	4 730	4 730	
PERSONNEL & COMPTES RATTACHES			
SECURITE SOCIALE & AUTRES ORGANISMES SOCIAUX			
DIVERS (PRODUITS A RECEVOIR)	2 500	2 500	
DEBITEURS DIVERS	21 427	21 427	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	6 632	6 632	
Total	477 704	477 704	

ETAT DES DETTES	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES (1) (2)	500	500		
FOURNISSEURS & COMPTES RATTACHES	43 391	43 391		
PERSONNEL & COMPTES RATTACHES	160 658	160 658		
SECURITE SOCIALE & AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	131 128	131 128		
IMPÔTS SUR LES BENEFICES	423	423		
AUTRES IMPÔTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILES	19 669	19 669		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 520	2 520		
Total	375 579	375 579		

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	Montant début d'exercice	dotations	reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour risques & charges				
PROVISIONS POUR RISQUE				
PROVISIONS POUR PENSIONS & OBLIGATIONS SIMILAIRES	101 267	30 346	68 344	63 269
PROVISIONS RESERVE FORMATION	57 533	10 902	28 322	40 112
PROVISIONS POUR CHARGES	15 000			15 000
total	173 800	41 248	96 666	118 382
Provisions pour dépréciations				
SUR AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	52 262			52 262
SUR COMPTES CLIENTS	17 497			17 497
AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	21 927		500	21 427
total	91 685		500	91 185
Total	265 485	41 248	97 166	209 567
dont dotations & reprises d'exploitation		41 248	97 166	

FONDS DEDIES

	Montant début d'exercice	dotations	reprises	Montant fin d'exercice
Fonds dédiés				
SUR SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT	3 510			3 510
total	3 510			3 510
Total	3 510			3 510

FEDERATION DES REGIONS DES MJC DE BRETAGNE-PAYS DE LA LOIRE
exercice clos le 31 décembre 2023

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	94 051				94 051
Fonds propres avec droit de reprise					0
Écarts de réévaluation					0
Réserves					0
Report à nouveau	294 375	43 059			337 433
Excédent ou déficit de l'exercice	43 059	-43 059	9 255		9 255
Situation nette					0
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement					0
Provisions réglementées					0
TOTAL	431 485	0	9 255	0	440 740